

Le droit du travail

par ses sources

Pierre Verge
Gilles Trudeau
Guylaine Vallée

On peut se procurer le présent ouvrage à:

Les Éditions Thémis
Faculté de droit, Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Canada

Courriel : themis@droit.umontreal.ca
Internet : www.themis.umontreal.ca
Téléphone : (514) 343-6627
Télécopieur : (514) 343-6779

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
A. Sources matérielles	1
B. Sources formelles.....	4
C. Objet de l'exposé.....	5
Partie I JEU DES SOURCES: GENÈSE DU DROIT DU TRAVAIL ...	7
Chapitre I Sources publiques (hétéronomie)	7
Section I Sources nationales	7
A. Limites du pouvoir législatif.....	8
1. Partage constitutionnel de la compétence législative.....	8
2. Affirmation de droits fondamentaux de la personne.....	11
B. Législation et droit commun	12
C. Apport de droits nationaux étrangers.....	15
Section II Sources internationales.....	16
A. Normes universelles.....	17
1. Normes internationales du travail de l'Organisation internationale du Travail	17
2. Système d'affirmation des droits de la personne de l'Organisation des Nations Unies.....	21
B. Normes régionales.....	23
1. Système d'affirmation des droits de la personne de l'Organisation des États américains.....	23
2. Accords interaméricains de coopération dans le domaine du travail	25
C. Réception des normes internationales du travail en droit interne...	27
Section III État législateur.....	29
A. Aperçu historique du rôle de l'État législateur.....	30
1. Régulation des rapports collectifs de travail et de l'autonomie collective	33

2. Détermination directe par l'État des conditions de travail	45
B. Caractéristiques du droit du travail légiféré	54
Chapitre II Sources privées (autonomie)	61
Section I Rapport salarial	61
A. Nature générale	62
B. Parties	64
1. Salarié	64
a. Notion	64
b. Identification	67
i. Évolution jurisprudentielle et nécessaire subordination juridique	67
ii. Évolution législative et reconnaissance de la dépendance économique : « entrepreneur dépendant »	71
2. Employeur	75
a. Notion	75
i. Employeur et entreprise	76
ii. Pouvoir de direction	77
b. Identification	79
i. Employeur simple	79
ii. Employeur complexe	80
C. Négociation individuelle et contrat de travail	82
Section II Rapport collectif	84
A. Nature générale	84
B. Parties au rapport collectif	85
1. Syndicats	85
a. Liberté syndicale	85
i. Liberté syndicale dans la société	86
ii. Liberté syndicale dans le milieu de travail	89
1° Protection de l'individu	90
2° Protection du groupement	92
b. Fonction syndicale	94
i. Nature générale	95
1° Représentation	96
2° Représentativité	98
ii. Statut d'association de salariés accréditée	98
1° Contenu	99
2° Obtention	103

c. Institution syndicale	107
i. Nature juridique	107
1° Régime de la personne morale	107
2° Régime de l'association	108
ii. Vie syndicale	109
1° Localisation du pouvoir	109
2° Exercice du pouvoir	110
iii. Appartenance syndicale	111
1° Droit d'appartenir.....	111
2° Obligation d'appartenir	113
2. Employeur et syndicalisme patronal.....	115
a. Identification de l'employeur	115
i. Changement d'employeur	115
ii. Employeur complexe.....	120
b. Regroupement d'employeurs	122
i. Statut	122
ii. Action	123
C. Autonomie collective.....	125
1. Processus de négociation	125
a. Encadrement légal.....	125
i. Régime général.....	125
ii. Régimes particuliers	128
b. Comportements de négociation.....	138
i. Maintien des conditions de travail.....	139
ii. Négociation de bonne foi.....	141
2. Manifestations conflictuelles	144
a. Retrait du travail.....	145
i. Grève	145
1° Notion.....	145
2° Légalité.....	148
– Sources du droit de grève.....	148
– Étendue du droit de grève	151
3° Régime	154
– Effets sur les instances syndicales	155
– Effets sur les grévistes.....	156
– Effets sur l'employeur	158
ii. Lock-out	160
1° Notion.....	160
2° Légalité.....	161
3° Régime	161

TABLE DES MATIÈRES

b. Appel au boycott de l'employeur.....	162
i. Apport prééminent de la liberté d'expression.....	163
ii. Facteurs d'illégalité.....	164
3. Convention collective	165
Chapitre III Interrelation des sources normatives.....	172
Section I Impératif légal	172
A. Loi et détermination individuelle des conditions de travail	173
B. Loi et détermination collective des conditions de travail.....	174
Section II Impératif conventionnel.....	176
A. Affirmation du contrat de travail	176
B. Affirmation de la convention collective.....	177
1. Convention collective et pouvoir de direction de l'employeur ..	177
2. Convention collective et contrats individuels avec des salariés ..	178
Chapitre IV Apport juridictionnel.....	182
Section 1 Titulaires de la fonction juridictionnelle	183
A. Rapport salarial	184
1. Juridictions ordinaires.....	184
2. Juridictions spécialisées	185
B. Rapport collectif.....	189
1. Juridictions spécialisées	189
2. Juridictions ordinaires.....	197
C. Rapports interjuridictionnels.....	200
1. Concours de compétence juridictionnelle	200
a. Tribunal ordinaire et juridiction spécialisée.....	200
b. Concours de juridictions spécialisées	202
c. For domestique et for étranger.....	204
2. Intervention hiérarchique.....	205
a. Exécution forcée de la décision	205
b. Appel.....	206
c. Contrôle judiciaire.....	208
Section II Manifestations juridictionnelles	212
A. Affirmation des droits subjectifs	212
1. Rapport salarial.....	212
2. Rapport collectif.....	215
B. Fonction normative.....	220

Partie II APPORT DES SOURCES: ÉTAT DU DROIT DU TRAVAIL.. 223

Chapitre I Rapport salarial.....223

Section I Existence.....	223
A. Formation contractuelle.....	223
1. Principe de la liberté du travail.....	224
2. Manifestations de la liberté du travail.....	226
a. Établissement contractuel du rapport salarial.....	226
i. Préalables à l'établissement du rapport salarial.....	226
ii. Naissance contractuelle du rapport salarial.....	228
b. Détermination de la durée du rapport salarial.....	234
3. Restrictions à la liberté des parties dans la création du rapport salarial.....	237
a. Restrictions à la faculté d'engager.....	237
i. Restrictions légales.....	237
ii. Restrictions conventionnelles.....	242
b. Restrictions à la faculté de ne pas engager.....	243
i. Motifs découlant du droit à l'égalité.....	244
ii. Motifs associés à la protection de politiques publiques particulières.....	246
B. Déroulement.....	247
1. Inexécution ou mauvaise exécution des obligations découlant du rapport salarial.....	248
a. Inexécution de l'employeur pour des causes nuisant au cours de l'entreprise.....	250
b. Suspension en réaction à un manquement du salarié.....	253
i. Obligation de suspendre le rapport salarial: mesure protectrice de ce dernier.....	254
ii. Droit de l'employeur de suspendre unilatéralement l'exécution du rapport salarial.....	258
1° Suspension comme mesure administrative.....	259
2° Suspension comme mesure disciplinaire.....	262
2. Modification des parties ou de leur statut juridique.....	265
C. Termination.....	267
1. Droit de rompre unilatéralement le rapport salarial.....	268
a. Légalité du motif de congédiement.....	269
b. Suffisance du motif de congédiement.....	274
i. Exigence légale.....	274
ii. Exigence conventionnelle.....	277

TABLE DES MATIÈRES

2. Procédure de rupture unilatérale	279
3. Réparation de la rupture illicite.....	284
D. Trajectoire professionnelle	291
1. Régimes publics de protection du revenu liés au travail	293
a. Chômage.....	293
b. Retraite.....	294
c. Naissance ou adoption.....	297
d. Indemnisation des victimes de lésions professionnelles....	299
2. Transitions professionnelles et politiques de l'emploi.....	301
3. Régimes particuliers de représentation et de détermination des conditions de travail	309
a. Exercice de la même activité professionnelle	310
b. Fait de travailler dans un secteur régi par un régime particulier de détermination des conditions de travail ou de représentation collective	311
i. Industrie de la construction.....	312
ii. Extension juridique des conventions collectives.....	315
iii. Régimes applicables aux artistes.....	317
iv. Secteur du débardage	318
v. Régime du camionnage	319
vi. Industrie du taxi.....	320
Section II Contenu	322
A. Obligations corrélatives	323
1. Salarié.....	323
a. Exécution du travail.....	323
b. Temps de travail	325
i. Cumul	325
ii. Discontinuité.....	328
1° Suspension itérative de la prestation de travail.....	328
2° Suspension ponctuelle de la prestation de travail	330
2. Employeur	334
a. Offre du travail.....	334
i. Obligation de fournir le travail convenu.....	334
ii. Détermination du travail convenu.....	337
b. Rémunération	338
i. Quotité du salaire	339
ii. Créance salariale.....	343
1° Modalités de paiement.....	344
2° Protection	346

B. Obligations de comportement.....	350
1. Salarié.....	350
a. Obligations liées à l'exécution du travail.....	350
i. Obéissance.....	350
ii. Correction et civilité.....	353
iii. Prudence.....	354
b. Obligation de loyauté.....	356
i. Honnêteté.....	357
ii. Fidélité.....	358
iii. Discrétion.....	360
iv. Clauses restrictives de concurrence ou de commerce...	362
2. Employeur.....	365
a. Respect de la dignité du salarié.....	365
i. Contenu général de l'obligation.....	365
ii. Prohibition du harcèlement.....	367
1° Harcèlement fondé sur un motif discriminatoire....	367
2° Harcèlement psychologique.....	369
iii. Respect du droit à la vie privée.....	371
b. Protection de la santé et de la sécurité du salarié.....	374
i. Contenu normatif du régime de prévention.....	375
1° Moyens de protection individuels.....	376
2° Information et formation du salarié.....	376
3° Aménagement sécuritaire des lieux de travail.....	377
4° Organisation et exécution sécuritaires du travail....	378
ii. Participation à la mise en place du régime de prévention...	379
Chapitre II Collectif de travail.....	382
Section 1 Gestion du personnel et organisation du travail.....	383
A. Atténuation des effets collectifs des décisions de l'employeur :	
licenciement collectif.....	384
1. Obligation de préavis.....	384
2. Procédure de concertation.....	386
B. Critères de répartition des ressources et du travail.....	387
1. Collectivités de travail non syndiquées.....	388
a. Analyse en fonction du contrat de travail.....	389
b. Contrôle juridictionnel de la mesure imposée au salarié....	390
2. Collectivités de travail syndiquées.....	394
a. Systèmes de rémunération.....	394
b. Gestion et protection de l'emploi.....	395

TABLE DES MATIÈRES

c. Collectivités distinctes de salariés au sein de la même entreprise.....	397
3. Égalité au sein de la collectivité de travail.....	398
a. Application de la norme générale prohibant la discrimination en emploi	398
b. Égalité de traitement, particulièrement salariale.....	400
i. Unité de comparaison en matière salariale	402
ii. Recherche proactive de l'équité salariale	403
c. Égalité d'accès à l'emploi	404
Section II Vie même de l'entreprise.....	408
A. Décisions dans le cours des affaires de l'employeur	408
1. Absence de rapport collectif	408
2. Présence de rapport collectif.....	410
B. Décisions consécutives à l'insolvabilité de l'employeur.....	414
1. Propositions d'arrangements avec les créanciers de l'employeur	414
2. Faillite de l'employeur.....	418
CONCLUSION	421
Index bibliographique	425
Index de la législation	443
Index de la jurisprudence.....	485
Index analytique.....	505